



# RAPPORT ANNUEL 2010 - CARE FRANCE



Juillet 2009 - Juin 2010



CARE met en œuvre des projets pour et avec les femmes, premières victimes de la pauvreté dans le monde. Dans les situations de réponse à l'urgence ou dans des contextes d'aide à long terme, CARE s'attaque aux causes profondes de la pauvreté pour un développement durable, notamment en menant des programmes de microfinance, d'éducation, de lutte contre le Sida, de sécurité alimentaire, d'accès à l'eau potable... Le succès et la pérennité des actions de CARE reposent sur l'implication des communautés bénéficiaires à toutes les étapes de la mise en œuvre du projet et là encore, le rôle des femmes est essentiel.

## EN APARTE

### Le point sur CARE France Interview avec Arielle de Rothschild

**Quel regard portez-vous sur l'année 2010 ? Quel est pour vous le fait le plus marquant de cette année ?**

L'année 2010 a été particulièrement meurtrière ! Même en 2005, année du tsunami, nous avons eu à intervenir sur moins d'urgences. Le plus terrible a été le tremblement de terre d'Haïti, suivi d'un cyclone et de l'épidémie de choléra. Mais il ne faut pas oublier les inondations au Pakistan et les autres désastres de l'année.

**Comment CARE France a réagi face à la catastrophe d'Haïti ?**

Plus d'une douzaine de français sont partis aider CARE Haïti, dont le personnel est à 95% haïtien. CARE est présent en Haïti depuis plus de cinquante ans ! Nous sommes toujours très engagés là bas et le resterons longtemps, fidèles à notre philosophie d'action. Bien sûr nous avons levé et engagé des fonds privés et institutionnels importants et nous avons contribué à mettre une pression sur la communauté internationale afin qu'elle tienne les promesses faites pour Haïti et que la voix des hommes et des femmes d'Haïti soit écoutée.

**Quels sont les plus gros défis que CARE France doit aujourd'hui relever sur le terrain ?**

L'augmentation des désastres dus au dérèglement climatique est une évidence et nous devons nous y préparer. Il reste aussi à accomplir d'immenses progrès pour que chaque enfant ait accès à l'éducation primaire, or, sans accès à l'éducation, il n'y a pas de développement ni de bonne gouvernance possibles. Les droits des femmes et leur autonomie sont une grande priorité pour notre association ; j'étais récemment au Pérou et j'ai été heureuse de voir le

travail que CARE mène dans ces domaines. Enfin, je ne peux que constater et déplorer la dégradation terrible des conditions de sécurité pour nos équipes, expatriées et locales, sur de nombreux terrains d'intervention. Ce resserrement de l'espace humanitaire est un souci majeur pour les associations.

**Quelles sont vos priorités à horizon 2015 ?**

L'assemblée générale de CARE France a approuvé le projet stratégique de l'association pour les années 2010 à 2015. Nous mettrons l'accent sur l'appui aux pays francophones, sur la réponse aux urgences et au changement climatique et nous développerons nos capacités de témoignage et de plaidoyer. CARE s'engage à faire reculer les causes structurelles de l'extrême pauvreté et pour cela nous devons être capables d'influencer positivement les politiques des Etats et les pratiques des grandes entreprises. Rien ne serait possible sans le fidèle soutien des dizaines de milliers de donateurs privés qui nous donnent les moyens d'agir. Je les en remercie du fond du cœur, et je m'engage à ce que nous soyons toujours dignes de leur confiance.

*Arielle de Rothschild*

**Arielle de Rothschild**

Présidente de CARE France  
Membre du Conseil d'Administration  
du réseau CARE





## SOMMAIRE



6-21	L'ESSENTIEL SUR CARE
8-9	Présence de CARE dans le monde
10-11	Le réseau CARE
12-13	Une approche globale
14	Focus : Les femmes au cœur des programmes de CARE
15	Focus : La réponse à l'urgence
16	Focus : CARE et les changements climatiques
17	Focus : Les relations avec les entreprises
18-21	Zoom sur CARE France
22-45	RAPPORT D'ACTIVITÉS
24-27	Les actions sur le terrain
28-29	Panorama des programmes
30-31	Les 5 programmes phares de CARE France
32-35	La collecte de fonds
36-41	Rapport financier
42-45	Etats financiers
46-47	Remerciements

Ce rapport a été réalisé grâce au généreux soutien de GT Finance.  
GT Finance – 30 place de la Madeleine – 75008 Paris – [www.gt-finance.fr](http://www.gt-finance.fr)



## L'ESSENTIEL SUR CARE



© CARE

1946, alors que l'Europe est détruite par la Seconde Guerre Mondiale, la première aide humanitaire arrive des États-Unis : les colis CARE.  
Ces colis sont envoyés par des citoyens américains et canadiens qui veulent participer à la reconstruction de l'Europe. Plus de 100 millions de colis CARE sont expédiés par bateau, vers le port du Havre, pour aider ceux dont les vies ont été dévastées par la guerre.



# PRÉSENCE DE CARE DANS LE MONDE

NOVEMBRE 2009

## 20 ans de la chute de Ceaucescu en Roumanie.

En 20 ans, SERA le partenaire de CARE France en Roumanie a fermé près de 60 orphelinats et amélioré ainsi le destin d'environ 40 000 enfants abandonnés.



© Thomas Coex / CARE

JANVIER 2010

## Séisme en Haïti.

CARE France a collecté 7,2 millions d'euros sur un total de 34,8 millions d'euros levés par le réseau CARE. En un an, la réponse à l'urgence et les programmes de reconstruction bénéficient à 290 000 personnes.



© Evelyn Hockstein / CARE

MAI 2010

## Epidémie de choléra au Cameroun.

La crise sévit dans le nord du pays : plus de 5 000 cas identifiés et quelques centaines de décès. CARE se mobilise immédiatement pour prévenir la maladie, et facilite l'accès à l'eau et aux services sanitaires à près de 15 000 familles.



© CARE

Cette année a encore été très chargée pour les équipes de CARE sur le terrain. Retour en images sur quelques événements qui ont marqué l'année.

AVRIL 2010

## Crise alimentaire au Niger.

La sécheresse s'installe dans le pays et c'est 48% de la population du Niger qui est affectée, soit 7,1 millions de personnes. CARE intervient notamment auprès des pasteurs et de leur bétail en distribuant des vivres.



© Kathryn Richards / CARE



- Membres du réseau CARE
- Pays d'intervention via un bureau CARE
- Pays d'intervention via un partenaire
- Pays d'intervention de CARE France

\* La Thaïlande, l'Inde et le Pérou sont également des pays d'intervention

## LISTE DES PAYS DE PRÉSENCE DE CARE

### AFRIQUE

Afrique du Sud	Maroc
Angola	Mozambique
Bénin	Niger
Burundi	Ouganda
Cameroun	République Dém. du Congo
Côte d'Ivoire	Rwanda
Ethiopie	Sierra Léone
Ghana	Somalie
Kenya	Soudan
Lesotho	Tanzanie
Libéria	Tchad
Madagascar	Togo
Malawi	Zambie
Mali	Zimbabwe

### AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Bolivie  
Brésil  
Chili  
Cuba  
Equateur  
Guatemala  
Haïti  
Honduras  
Nicaragua  
Pérou  
République Dominicaine  
Salvador

### ASIE

Afghanistan	Thaïlande
Bangladesh	Timor oriental
Birmanie	Vanuatu
Cambodge	Vietnam
Inde	
Indonésie	
Laos	
Népal	
Pakistan	
Papouasie- Nouvelle-Guinée	
Philippines	
Sri Lanka	
Tadjikistan	

### EUROPE ET MOYEN-ORIENT

Arménie  
Azerbaïdjan  
Bosnie-Herzégovine  
Croatie  
Égypte  
Géorgie  
Jordanie  
Kosovo  
Monténégro  
Palestine  
Roumanie  
Serbie  
Yémen

## LE RÉSEAU CARE

### UN RÉSEAU INTERNATIONAL

CARE est l'un des plus grands réseaux humanitaires mondiaux, apolitique et non confessionnel, qui regroupe 14 membres travaillant ensemble à la mise en œuvre de plus de 1 000 projets d'urgence et de développement dans le monde.

Les membres du réseau CARE sont : Allemagne-Luxembourg, Australie, Autriche, Canada, Danemark, Etats-Unis, France, Inde, Japon, Norvège, Pays-Bas, Pérou, Royaume-Uni et Thaïlande. Les membres sont des organisations autonomes. Chacune est établie dans un pays différent et selon les lois du pays. Les membres apportent compétences techniques, ressources humaines expatriées si nécessaire, financements, contrôle de gestion et relais en terme de plaidoyer et de communication aux projets terrain.

Chaque année, CARE vient en aide à près de 60 millions de personnes par l'intermédiaire d'environ 70 bureaux locaux en Afrique, en Asie, en Amérique Latine, au Moyen-Orient et en Europe de l'Est. Ces bureaux sont composés à 95% de collaborateurs nationaux. Afin de coordonner toutes les opérations, un membre du réseau CARE est désigné comme « membre leader » pour chaque bureau local. Ce rôle a été confié à CARE France pour le Cameroun, le Maroc et la Roumanie.

### UN OBJECTIF : RÉDUIRE LA PAUVRETÉ

CARE participe au mouvement mondial qui s'est engagé de manière concertée à diminuer de moitié

la pauvreté d'ici à 2015, en particulier celle des femmes, dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Dans tous ses programmes, CARE porte une attention particulière à la condition des femmes, premières victimes de la pauvreté dans le monde. Dans cette perspective, CARE a mis en œuvre des programmes ambitieux sur 10 ans, spécifiquement tournés sur l'éducation, la santé et l'émancipation économique des femmes. Objectif : répondre aux besoins de 30 millions de femmes sur chacune des trois thématiques.

### UN ENGAGEMENT POUR DES RESULTATS

Les projets sont régulièrement contrôlés au cours de leur réalisation. Une fois terminés, ils sont évalués pour déterminer leur impact et leur efficacité. CARE poursuit cinq objectifs :

- **La qualité** : atteindre le meilleur niveau de qualité dans l'élaboration et la gestion des programmes.
- **L'innovation** : tester de nouvelles approches pour améliorer continuellement les méthodes de travail.
- **Le renforcement des capacités locales** : développer les compétences des structures locales et des participants aux projets pour éviter l'assistanat.
- **L'analyse coût-efficacité** : trouver des moyens de réduire les coûts tout en maintenant l'efficacité, afin d'augmenter le nombre de bénéficiaires.
- **L'impact** : apporter la preuve d'une amélioration durable des conditions de vie.

# UNE APPROCHE GLOBALE



## ENFANCE ET ÉDUCATION :

L'éducation est le moyen le plus sûr pour accéder à un avenir meilleur. CARE construit des écoles, scolarise des enfants (notamment les filles) et propose des formations, permettant aux communautés de prendre les décisions nécessaires à l'amélioration de leurs

conditions de vie. CARE défend les droits des enfants partout dans le monde : lutte contre l'exploitation au travail, les abus sexuels, défense du droit de chaque enfant à une famille, protection des personnes handicapées...



En Roumanie, CARE mène des programmes en partenariat avec l'association SERA Romania, en faveur des enfants abandonnés. Ces projets concernent notamment la fermeture d'orphelinats vétustes pour les remplacer par des structures d'accueil plus humanisées. SERA Romania crée des centres de jour pour les enfants malades ou handicapés et octroie des soins médicaux aux plus vulnérables. Chaque année, près de 80 enfants sont pris en charge médicalement. SERA Romania met également en place des programmes de planning familial et de prévention de l'abandon auprès des jeunes femmes et des familles les plus vulnérables.

## ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS ET MICROFINANCE :

CARE prête de petites sommes d'argent à des personnes n'ayant pas accès au système bancaire. Ces prêts financent des activités génératrices de revenus, qui permettent aux plus pauvres de sortir de l'engrenage de la pauvreté. CARE développe aussi des programmes de micro-assurance.

## EAU ET ASSAINISSEMENT :

CARE gère des projets de construction et d'entretien des systèmes d'alimentation en eau potable, de forages de puits, d'installation de systèmes d'assainissement, de collecte et de valorisation des déchets. Le maintien des systèmes est assuré par les communautés regroupées en comités de gestion.

Au Maroc, on estime que près de 80% des écoles rurales ne sont pas raccordées à l'eau ou sont dépourvues de toilettes. CARE mène un programme d'assainissement, d'accès à l'eau et de réhabilitation de latrines dans 11 écoles primaires rurales du grand Casablanca et de l'Oriental. Ce projet a pour objectif de favoriser la scolarisation des enfants et permettre

aux jeunes filles de bénéficier de conditions sanitaires décentes à l'adolescence.

## SANTÉ ET VIH/SIDA :

CARE lutte contre la mortalité infantile due à des maladies évitables. CARE protège aussi les enfants en les immunisant et en enseignant aux mères la manière de traiter certaines maladies. CARE assure aux familles rurales un accès aux soins médicaux de base. CARE travaille aussi dans le domaine du VIH/SIDA (prévention, accès aux médicaments, lutte contre les maladies opportunistes et soutien psychosocial aux familles) et de lutte contre le paludisme.

Au Cameroun, le taux de prévalence du VIH Sida est de 5% (pourcentage de la population touchée). CARE combat la mortalité due au VIH Sida, à travers un programme de prévention et de dépistage chez la femme et l'enfant. CARE dispense également des soins de base aux personnes malades. Au total, ce programme concerne plus de 300 000 personnes (femmes, enfants, prestataires de soins, associations partenaires...).

## HABITAT ET ÉNERGIE :

CARE aide les victimes de catastrophes à reconstruire leur habitat. De plus, partant du constat qu'une famille très pauvre dépense une part importante de son budget pour les besoins en énergie (pour cuisiner, s'éclairer, se chauffer...), CARE développe des projets pour permettre aux plus vulnérables un accès à l'énergie moins coûteux.

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE :

CARE aide les paysans à améliorer leur productivité sans avoir recours à des techniques coûteuses et potentiellement dangereuses, encourage les cultures selon des méthodes traditionnelles et permet aux paysans d'accéder aux marchés.

# FOCUS : LES FEMMES AU CŒUR DES PROGRAMMES DE CARE

Sur tous les continents, les femmes sont les plus exposées à la pauvreté et à la maladie. Faute de soins obstétriques et d'infrastructures adaptées, des centaines de milliers de mères meurent chaque année pendant leur accouchement, surtout en Asie du Sud et en Afrique Subsaharienne. Ce sont elles aussi qui subissent un nombre croissant de violences et d'agressions sexuelles, notamment dans les zones de crises et de conflits. Les petites filles, quant à elles, sont bien trop souvent privées du droit à l'éducation et sur 800 millions d'analphabètes, les 2/3 sont des femmes.

CARE se mobilise pour que l'ensemble des droits humains, et notamment ceux des femmes et des petites filles soient respectés. CARE intervient plus particulièrement dans les domaines de l'accès à l'éducation pour les filles, la santé maternelle et infantile, la lutte contre les violences faites aux femmes... De manière générale, CARE s'efforce, dans chacun de ses programmes, de contribuer à améliorer la position sociale des femmes dans la société en les rendant actrices du changement et du développement. Les interventions de CARE sont donc également axées sur la participation des hommes, jeunes et adultes, ils sont évidemment des acteurs incontournables de ce changement.

En outre, CARE s'efforce, dans quasiment tous ses projets, et de manière transversale, de contribuer à l'émancipation et à l'autonomisation des femmes afin

de renforcer leur rôle dans la société et en particulier au sein de leurs familles, ainsi que dans les instances dirigeantes (comités, instances politiques) du niveau local au niveau national.

## Roumanie : rencontre avec Romana et Emilia, du programme de planning familial

*« Emilia et moi parcourons le département de Cluj à la rencontre de 60 femmes par mois, afin de sensibiliser les mamans sur le point d'abandonner leur(s) enfant(s) et celles qui s'en sont déjà séparées. L'objectif est de les informer, de les responsabiliser afin qu'elles prennent en charge leur suivi médical et leur contraception. Parfois les femmes viennent nous voir spontanément, notre rôle est de répondre à toutes leurs questions et de les orienter vers des médecins. Quand elles n'en ont pas les moyens, nous fournissons les méthodes de contraception. Il est parfois difficile de les convaincre, cela demande du temps, mais on y arrive. Sur nos conseils, une femme s'est fait dépister du cancer du col de l'utérus. Elle a ainsi pu être diagnostiquée et soignée à temps. Son expérience a ensuite convaincu d'autres femmes de son entourage à faire le test. »*



© Evelyn Hockstein / CARE

## FOCUS : LA RÉPONSE À L'URGENCE

Les catastrophes naturelles et les guerres touchent d'abord et plus durement les plus pauvres. Inévitablement elles provoquent également de la pauvreté ou la renforcent.

L'action d'urgence est fondatrice de CARE avec l'envoi de colis d'aide alimentaire et de biens de première nécessité en Europe au lendemain de la dernière guerre mondiale. En 2010, les actions de réponse à l'urgence ont constitué environ 33% de l'activité de CARE France.

Ainsi CARE aide les populations à faire face aux crises : en leur apportant des biens de première nécessité, comme de la nourriture, de l'eau et des abris ; en contribuant à la reconstruction, notamment en facilitant leur retour au travail ou à la construction de logements durables.

CARE mène également une action en amont pour réduire l'exposition des populations aux catastrophes et les préparer aux futures crises.

Ces actions de prévention ou d'adaptation sont rendues encore plus nécessaires avec l'intensification des bouleversements dus aux changements climatiques.

Dès qu'une urgence frappe un pays, le réseau CARE se coordonne pour apporter une réponse financière et humaine adéquate. Fort d'une présence opérationnelle dans près de 70 pays, CARE peut intervenir très rapidement lors de catastrophes.

Après chaque intervention d'urgence, et toujours en collaboration avec les populations, CARE effectue une évaluation des résultats de son action.

### Janvier 2010 : séisme en Haïti

• **Bilan** : plus de 300 000 morts, 1,5 million de sans-abri et 188 000 bâtiments détruits.

### • Réponse du réseau CARE à fin décembre 2010 :

Urgence : distribution de 35 419 kits d'hygiène, 14 902 bâches, 20 641 matelas, 44 826 couvertures et du riz à 13 000 personnes.

Habitat : construction de 1 000 abris transitoires, 17 000 kits de réparation.

Santé des femmes : distribution de près de 2 000 kits d'accouchement, soutien psychosocial.

Réponse à l'épidémie de choléra : installation de 90 dispositifs de lavage des mains, construction de 342 latrines.

Nombre total de bénéficiaires entre janvier 2010 et décembre 2010 : 290 000.

### • Financements :

Réseau CARE : 34,8 millions d'euros, dont 7,2 millions récoltés par CARE France.



© Phil Borges / CARE

Dans le monde entier, des millions de personnes subissent déjà les impacts des changements climatiques : soit d'une manière violente du fait de la recrudescence d'événements extrêmes (cyclones, inondations, sécheresses, canicules...), soit d'une manière plus latente (dérégulation des cycles saisonniers, pénurie en eau, réchauffement/refroidissement...). Les populations pauvres en souffrent d'autant plus qu'elles sont les plus vulnérables à ses changements et que leur résilience est limitée: elles ne peuvent faire face à plusieurs catastrophes à répétition.

CARE met en œuvre des projets d'adaptation afin de permettre aux populations les plus exposées de faire face aux conséquences des changements climatiques. En particulier, CARE mène des projets de réduction des risques de catastrophes afin d'aider les communautés à mieux se préparer pour faire face à ces catastrophes et à en limiter les impacts (notamment à Madagascar, au Niger ou au Nicaragua). De plus, dès lors qu'ils ont des avantages économiques, environnementaux, et sociaux pour les populations les plus vulnérables, CARE met en œuvre des projets d'atténuation qui visent à éviter ou réduire les émissions de gaz à effet de serre (foyers améliorés, déforestation évitée...) ou à capter du carbone (reboisement, enrichissement des sols...)

## Vulnérabilité et Adaptation au Changement Climatique

En 2010, CARE publie son manuel d'Analyse de la Vulnérabilité et de la Capacité d'Adaptation au Changement Climatique (CVCA). Ce manuel est à destination du personnel de terrain, des partenaires locaux (gouvernementaux et de la société civile) et des communautés que CARE soutient. Il vise à faciliter la compréhension des conséquences du changement climatique sur les vies et les moyens de subsistance des plus vulnérables. Grâce à son approche participative, il est conçu pour favoriser le dialogue, essentiel pour mettre en place des stratégies d'adaptation efficaces face au changement climatique. CARE a également publié une note de position sur les inégalités hommes/femmes face au changement climatique.

Ces documents sont téléchargeables sur le site de CARE France [www.carefrance.org](http://www.carefrance.org) et sur le site [www.careclimatechange.org](http://www.careclimatechange.org)



© Jane Dempster / CARE

# FOCUS : LES RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

Parce que pour lutter efficacement contre les causes de la pauvreté il est indispensable d'impliquer tous les acteurs économiques, CARE France développe depuis plusieurs années des partenariats avec les entreprises qui allient bénéfice économique et performance sociale.

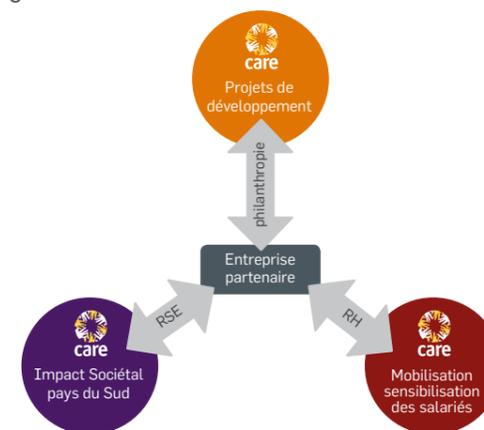
Les partenariats entre CARE France et les entreprises sont aujourd'hui multiformes, mobilisent différentes catégories d'acteurs au sein de l'entreprise et répondent à des motivations différentes : financer des projets de développement, faire évoluer les pratiques de l'entreprise, fédérer les salariés autour de projets porteurs de sens, influencer sans complaisance les dirigeants.

Les salariés sont aujourd'hui des acteurs importants dans les relations que CARE France entretient avec les entreprises, qui ont pris conscience de l'importance d'impliquer leurs collaborateurs dans leur démarche de mécénat ou de RSE. Cela se traduit par de la sensibilisation aux problématiques des pays du Sud mais aussi des initiatives de levées de fonds, via l'organisation d'événements ou la participation à des challenges sportifs, notamment via la plateforme [www.aiderdonner.com](http://www.aiderdonner.com).

Au-delà de ces soutiens financiers, CARE France a développé depuis plus de 5 ans un mode de partenariat avec les entreprises françaises ayant une forte implantation internationale ou produisant des biens et services clés pour le développement des pays du Sud (médicament, énergie, eau...). Ces partenariats stratégiques, en lien direct avec le cœur de métier de l'entreprise, sont avant tout fondés sur les principes de co-production et un échange d'expertise.

L'objectif de CARE France à travers ces partenariats stratégiques est d'encourager les pratiques socialement responsables et de développer de nouveaux modèles mettant davantage l'entreprise au service des plus démunis. CARE France travaille notamment à une meilleure intégration de ces partenaires: les projets Base de la Pyramide (BOP), modèles d'entreprises économiquement viables qui permettent un accès des plus pauvres aux biens et services vitaux etc. Ce travail se fait notamment en partenariat avec ENEA Consulting, cabinet de conseil responsable, spécialisé dans les métiers de l'eau et de l'énergie.

La liste des principaux partenaires entreprises et fondations de CARE France se trouve page 47. Pour plus d'information, rendez-vous sur [www.carefrance.org](http://www.carefrance.org), rubrique Entreprises et Fondations.



Historiquement la relation entre les entreprises et CARE France a débuté par du financement de programmes de développement ou de réponse aux urgences. Les entreprises sont des partenaires précieux, et en particulier lorsqu'elles permettent à CARE France de trouver le cofinancement exigé par de nombreux bailleurs institutionnels. Pour l'entreprise, cela représente un effet de levier appréciable (voir l'exemple de la Fondation Annenberg page 34).



© Josh Estey / CARE



## ZOOM SUR CARE FRANCE

Créée en 1983, CARE France fait partie des 14 membres du réseau CARE. CARE France est une association reconnue d'utilité publique et agréée par le Comité de la Charte. En France, CARE compte parmi les 10 plus grandes associations de solidarité internationale. Elle est dirigée par Arielle de Rothschild - Présidente, et Philippe Lévêque - Directeur général.

En 2010, forte d'un budget de 21,6 millions d'euros, CARE France a mené 59 projets dans 26 pays, les principaux étant le Cameroun, Haïti, Madagascar et la Roumanie.

Pour en savoir plus sur CARE France, rendez-vous sur [www.carefrance.org](http://www.carefrance.org)

### FIN JUIN 2010 :

- 83 000 donateurs dont 43 000 donateurs réguliers
- 35 salariés à Paris, 6 expatriés, et une quinzaine de bénévoles
- Près de 300 adhérents

AGRÉÉE PAR



## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CARE FRANCE

### MEMBRES DU BUREAU

Arielle de ROTHSCHILD, **Présidente**  
Daniel THIERRY, **Vice-président et Trésorier**  
Marc Pierre STEHLIN, **Vice-président**  
Bertrand CHARDON, **Secrétaire général**  
Cristian TABACARU, **Trésorier adjoint**

### ADMINISTRATEURS

Gregory ANNENBERG-WEINGARTEN  
Pia de BRANTES  
Patrick de CAROLIS  
Cyrielle CLAIR  
Agnès CROMBACK  
Georges HIBON  
Michèle RAMNICEANU  
Laurence SABOURET  
Sidney TOLEDANO  
Alexandre VILGRAIN  
Lionel ZINSOU-DERLIN  
Jean ZORBIBE

### PRÉSIDENTE D'HONNEUR

Marina de BRANTES

### MEMBRES D'HONNEUR

Jean BELIARD  
François de COMBRET

## LA GOUVERNANCE

Le Conseil d'Administration (CA) de CARE France s'est réuni 5 fois dans l'année. Les comptes-rendus des réunions du Bureau sont diffusés à tous les Administrateurs et aux directeurs salariés de l'association.

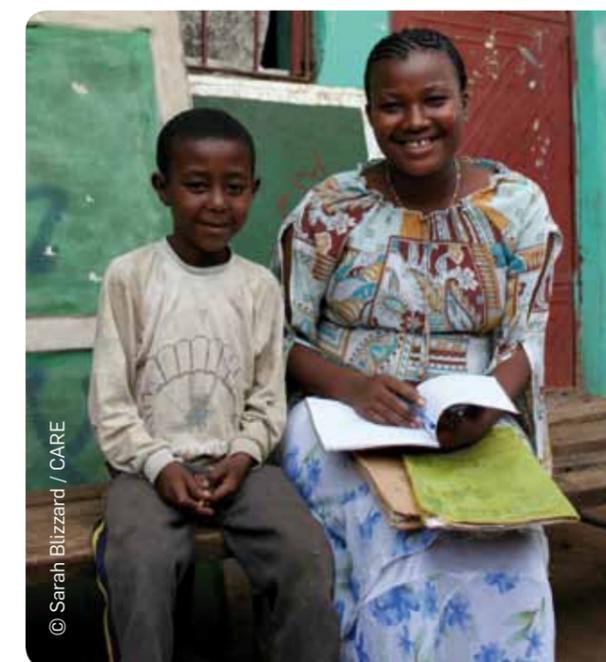
Le CA a créé 2 comités spécifiques : le comité finances, audits et risques, et le comité programmes et qualité. Il a nommé en son sein des référents pour suivre au mieux les enjeux des pays d'intervention les plus importants : Roumanie, Maroc, Cameroun, Bénin, Haïti. Les référents sont proches des équipes du Siège et du terrain et informent le Conseil des succès et des défis opérationnels.

En 2010, les équipes et le CA de CARE France ont finalisé leur travail sur le projet stratégique 2010-2015 de l'association. Le projet a été discuté puis approuvé par le CA de l'association en novembre, puis à l'Assemblée Générale de décembre 2010.

Le Secrétariat du réseau CARE est installé à Genève. Les travaux du Secrétariat (coordination des membres, partage des bonnes pratiques, arbitrage des conflits, évolution du réseau, intégration et coordination européenne, représentation auprès des Nations Unies à Genève et à New York, représentation auprès de l'Union Européenne à Bruxelles, approche coordonnée des questions de sécurité du personnel expatrié et local...), sont financés par les contributions des 14 membres du réseau. Chaque membre contribue en fonction de son budget. Pour l'année fiscale 2010, la contribution de CARE France a été de 37 117 €. En outre, CARE France contribue à hauteur de 60 024 € aux coûts des missions des équipes d'urgence centralisées du réseau CARE.

CARE France est membre du Comité de la Charte. Le représentant du Comité de la Charte a assisté à la réunion du Conseil qui a statué sur les comptes. Il est également invité à l'Assemblée Générale de l'association et peut librement s'adresser aux adhérents.

CARE France participe au mouvement associatif français et est membre de Coordination Sud, du Comité 21, de PS'EAU, de France Générosités. Les dirigeants de CARE France sont régulièrement invités à des réunions de coordination ou de consultation à la Présidence de la République, au Ministère des Affaires Étrangères et autres ministères, à l'Assemblée Nationale ou au Sénat, à l'Union Européenne ou dans des agences des Nations Unies.





# ZOOM SUR CARE FRANCE



## LES PERMANENTS DE CARE FRANCE À PARIS - FÉVRIER 2011

**Philippe Lévêque - Directeur Général**

**Olivier Braunsteffer - Directeur des Programmes**

**Stéphanie Ah Tchou** - Chargée de Mission Changement Climatique & Amérique Latine  
**Lynda Attias** - Responsable des Programmes Afrique  
**Patricia Chambon** - Responsable des Programmes Amérique Latine  
**Guillaume Devars** - Responsable Programmes Afrique Australe & Centrale, Maroc  
**Amandine Grimbert** - Assistante des Urgences  
**Sébastien Kuster** - Responsable des Urgences  
**Vanessa Navarrete** - Responsable Programmes Afrique de l'Ouest  
**Cécile Tissot** - Chargée de Projets Roumanie

**Vincent Créhalet - Directeur du Marketing**

**Francine Davaze** - Assistante Marketing  
**Odile Duchêne** - Assistante Marketing  
**Malele Luntumbue** - Assistante Marketing Accueil, Voyages  
**Lisa Poupaud-Safine** - Responsable Marketing

**Martine Czapek Thinselin - Directrice des Relations Publiques et des Événements**

**Violeta Chaussénéry** - Assistante de Direction

**Eric Martin - Directeur Administratif et Financier**

**Wilfried Benaourane** - Assistant Comptable  
**Alice Bidault** - Comptable  
**Francesca Dragoni** - Responsable Audit  
**Janette Farjallah** - Responsable Audit  
**Thilakasiri Angune Gamage** - Agent d'entretien  
**Nisrine Yadini** - Contrôleuse de Gestion

**Fabienne Puyadou - Directrice des Partenariats et de la Communication**

**Alexandra Banget-Mossaz** - Responsable de Communication  
**Julien Grouillet** - Responsable des Partenariats RSE  
**Angeline Hadman** - Traductrice  
**Charlyne Liquito** - Chargée de Communication  
**Vianney Sauvage** - Chargé des Partenariats  
**Thuy-Anne Stricher** - Responsable des Partenariats Mécénats, Fondations

### LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

En septembre dernier s'est tenu le sommet de l'ONU sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), fixés pour la période 2000-2015. A 5 ans de l'échéance, le bilan est plus que mitigé. C'est pourquoi CARE avec 8 autres grandes ONG internationales s'est mobilisé pour exhorter les gouvernements du monde entier à assumer leur responsabilité en prenant des engagements forts sur les nouvelles approches nécessaires pour faire progresser la santé maternelle et infantile. De tous les OMD, les objectifs 4 et 5, portant sur l'amélioration de la santé maternelle et infantile, sont les moins avancés. Chaque année, des millions de femmes et d'enfants meurent pour des raisons qui pourraient être évitées. Il appartient aux gouvernements des pays donateurs comme aux gouvernements des pays en développement de soutenir les interventions nécessaires à la réalisation des engagements planétaires d'une manière totalement responsable et transparente. Le temps presse !



Philippe Lévêque,  
Directeur général



## RAPPORT D'ACTIVITÉS 2010 DE CARE FRANCE

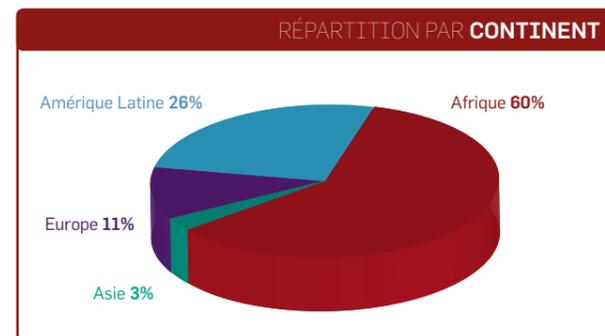




## LES ACTIONS SUR LE TERRAIN

### VUE D'ENSEMBLE DES OPÉRATIONS

En 2010, l'activité programmatique est demeurée stable par rapport à 2009, avec 15,7 M€ de dépenses contre 15,3 M€ l'année précédente. CARE France est intervenue dans 26 pays, contre 23 en 2009.



**L'Afrique**, avec 60% des dépenses totales (59% en 2009), reste la principale zone d'intervention des programmes en volume financier, mais aussi en nombre de pays d'intervention. CARE France y intervient dans 12 pays : Cameroun, Madagascar, Maroc, Tchad, Mali, Côte d'Ivoire, Togo, Bénin, Niger, Egypte, Afrique du Sud et Ethiopie.

Le deuxième continent d'intervention est **l'Amérique Latine et Caraïbes** avec 26% des dépenses contre 17% en 2009, et une intervention dans 7 pays : Haïti, Cuba, Nicaragua, El Salvador, Honduras, Pérou et Brésil. Cette croissance considérable est essentiellement due au développement des activités d'urgence en Haïti suite au tremblement de terre de janvier 2010.

Ensuite viennent **l'Europe** (Roumanie et France) avec 11% du total (14% en 2009), puis finalement **l'Asie** avec 5 pays, Indonésie, Palestine, Bangladesh, Vietnam, Cambodge, pour seulement 3% du total (2% en 2009). Le Proche Orient, qui représentait encore

AFRIQUE	AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	EUROPE ET MOYEN-ORIENT	ASIE
Cameroun 27%	Haïti 12%	Roumanie 9%	Indonésie 1%
Madagascar 12%	Cuba 5%	France 1%	Bangladesh 0,5%
Maroc 5%	Nicaragua 3%	Palestine 1%	Cambodge 0,5%
Mali 4%	El Salvador 2%		Vietnam 0,5%
Tchad 4%	Honduras 2%		
Côte d'Ivoire 2%	Pérou 2%		
Bénin 1%	Brésil 1%		
Egypte 1%	Guatemala 0,5%		
Niger 1%			
République Dém. du Congo 1%			
Togo 1%			

8% en 2009, n'apparaît plus en tant que zone d'intervention, étant donné la faiblesse du portefeuille qui y subsiste.

Le **Cameroun** est le principal pays d'intervention de CARE France avec 27% du portefeuille, contre seulement 16% en 2009. Cette augmentation s'explique par le niveau de dépenses très important pour achever le projet de lutte contre le VIH/SIDA financé par le Fonds Mondial contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. Un projet « Santé » se poursuit dans le nord du Cameroun, avec le soutien de la Commission Européenne et de la société SOMDIAA.

**Haïti** se retrouve en 2<sup>ème</sup> place avec 12% du portefeuille, contre 5% en 2009. Cette augmentation s'explique par d'importants contrats d'urgence post tremblement de terre, financés par l'Office d'Aide d'urgence de la Commission Européenne (ECHO) et par la collecte de fonds privés en faveur d'Haïti.

**Madagascar** représente 12% du portefeuille, contre 17% en 2009. Cette diminution est due à la fin de nombreux projets de Sécurité Alimentaire financés par EuropeAid, ainsi que des projets d'urgence post cyclone IVAN, financés par ECHO. Néanmoins, le portefeuille est maintenu notamment grâce à d'autres projets ECHO (lutte contre la sécheresse au Sud) et à plusieurs projets de réduction des risques de catastrophes et de protection de l'environnement, financés par DIPECHO (Commission Européenne) et par la société Carmignac Gestion. Dans le contexte de crise politique que traverse Madagascar depuis janvier 2009, aucun nouveau projet de développement n'est accordé à la Grande Ile, et seuls des projets d'urgence permettent d'apporter un minimum d'appui aux populations les plus vulnérables. Néanmoins, l'ensemble de la population se paupérise et souffre des conséquences de cette crise.





## LES ACTIONS SUR LE TERRAIN

La **Roumanie**, avec les programmes de SERA (Solidarité Enfants Roumains Abandonnés) en faveur des enfants abandonnés, représente 9% de l'activité, contre 12% en 2009, toujours en 4<sup>ème</sup> place. SERA Romania poursuit ses interventions dans les domaines de l'amélioration des conditions de vie pour les enfants abandonnés, la prévention de l'abandon, la sortie des enfants placés en institutions, ainsi que la prise en charge médicale des enfants abandonnés ou de familles vulnérables.

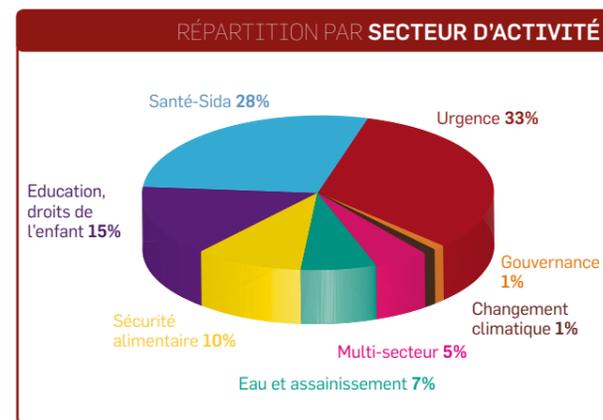
Le suivi des enfants roumains accueillis en France pour des traitements médicaux est assuré par l'association Vivre en Famille. Ces programmes sont intégralement financés par la collecte privée de CARE France.



Le **Maroc**, deuxième pays d'intervention après le Cameroun, dont CARE France est directement responsable, représente 5% du portefeuille, contre 3% en 2009. CARE Maroc intervient dans les domaines de l'accès à l'eau et à l'assainissement en milieu rural et scolaire, le développement social urbain (renforcement de la société civile, éducation préscolaire) et l'agriculture (irrigation).

**Cuba** représente aussi 5% du portefeuille, contre 1% précédemment, en raison du démarrage d'un important projet de sécurité alimentaire financé par la Commission Européenne (EuropeAid).

Les autres pays représentent moins de 5% de l'activité chacun.



En ce qui concerne les secteurs d'intervention de CARE France, le secteur **Urgence** demeure prédominant avec 33% de l'activité (39% en 2009).

On peut distinguer :

- La réponse aux catastrophes, suite à des séismes, principalement en Haïti, mais aussi en Indonésie, ainsi qu'en réponse à des cyclones à Madagascar, Cuba, au Cambodge et au Vietnam ;
- Les urgences « chroniques » avec des projets de soutien aux réfugiés au Tchad, la lutte contre la disette au sud de Madagascar, et la fin d'un projet de sécurité à Gaza ;
- Les projets de réduction des risques des catastrophes au Nicaragua, El Salvador et Madagascar ;
- Les projets de post-conflit en Côte d'Ivoire.

La diminution principale de l'activité est due à la fin des projets d'eau et d'assainissement en Palestine.

Les projets de **Santé**, et en particulier de lutte contre le VIH/SIDA représentent 28% de l'activité contre 19% en 2009, avec les projets mis en œuvre au Cameroun.

Les projets destinés aux **Enfants** et aux jeunes (éducation, formation, santé, droits) représentent 15% de l'activité (contre 21% en 2009), grâce aux projets mis en œuvre principalement en Roumanie, mais aussi au Maroc, Mali, Bénin, Ethiopie, Nicaragua, Pérou, Brésil et Bangladesh.

Des programmes de **Sécurité Alimentaire** (10% contre 7% en 2009) sont mis en œuvre à Madagascar, au Mali, au Bénin, en Egypte, en Haïti, à Cuba et au Honduras.

Ensuite viennent les projets dans le domaine de **L'Eau** et de **L'Assainissement** (7%), les projets à **Impact multiple** (5%), un projet d'adaptation aux **Changements Climatiques** au Nicaragua (1%) et les initiatives de **plaidoyer** et de **gouvernance** (1%).



# PANORAMA DES PROGRAMMES 2010

	URGENCES				Gouvernance	Education - droit de l'enfant	Santé - Materno-infantile et Sida	Sécurité alimentaire	Eau et assainissement	Changement climatique	Multi - secteur	Origine des Financements	Montants alloués en année fiscale 2010
	Réduction des risques	Réponse aux Catastrophes	Urgences chroniques	Post - Conflit									
<b>AFRIQUE</b>													<b>9 204 142 €</b>
Cameroun						x						Fonds Mondial*, CE* (Commission Européenne), ACDI*, SOMDIAA	4 435 148 €
Madagascar	x	x	x					x				CE (Commission Européenne), Carmignac Gestion, CDC*, Fondation Orange, Sodexo, dons de particuliers	1 818 610 €
Maroc					x	x			x		x	USAID*, INDH*, CE, Société Générale Corporate and Investment Banking, Fondation d'entreprise Société Générale pour la Solidarité, Fondation Niarchos, SEDIF*, SIAV*, Teodem (Groupe Pizzorno Environnement), Fondation Abbé Pierre, Fondation Obélisque, dons de particuliers	828 552 €
Tchad			x						x			CE, AFD*, Fondation Abbé Pierre	703 456 €
Mali						x		x	x			CE, Fondation d'entreprise Société Générale pour la Solidarité, Société Générale Corporate and Investment Banking, Fondation Annenberg, Association Les Pélicans, Sodexo	578 078 €
Côte d'Ivoire				x					x			Banque Mondiale	381 510 €
Togo									x			CE, SEDIF, AESN	193 947 €
Bénin						x		x				La Rose Marie Claire, Fondation Zinsou, dons de particuliers	89 292 €
Niger		x										CDC	73 032 €
Egypte								x				Danone	70 000 €
Afrique du Sud							x					Daimler Financial Services, EDF	26 578 €
Ethiopie						x						Starbucks Coffee France	5 940 €
<b>EUROPE ET PROCHE ORIENT</b>													<b>1 795 820 €</b>
Roumanie						x	x					Dons de particuliers	1 473 269 €
France						x						Dons de particuliers	225 615 €
Palestine			x						x			CE	96 935 €
<b>AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</b>													<b>4 096 513 €</b>
Haiti		x						x				CE, Fondations et Entreprises **, Collectivités Territoriales, dons de particuliers	1 881 030 €
Cuba		x						x				CE, Bouygues Bâtiment International, Bouygues Construction et Bouygues	780 374 €
Nicaragua	x					x				x		CE, Fondation Annenberg, Nissan	485 633 €
El Salvador	x											CE, Fondation Abbé Pierre	330 996 €
Honduras					x			x				CE, dons de particuliers	245 913 €
Pérou					x	x						CE, Société Générale Corporate and Investment Banking, Fondation d'entreprise Société Générale pour la solidarité	241 913 €
Brésil					x	x						CE, Fondation Annenberg, Lyreco	130 654 €
<b>ASIE</b>													<b>364 620 €</b>
Indonésie		x										CGG Veritas, Collectivités Territoriales, Schneider Electric	211 218 €
Bangladesh						x						Société Générale Corporate and Investment Banking, Fondation d'entreprise Société Générale pour la Solidarité	80 447 €
Vietnam		x										CDC	50 000 €
Cambodge		x										Région Midi Pyrénées	12 955 €
AUTRES MISSIONS*	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	Groupe Lafarge, EDF, Région Ile-de-France, Concorde Hotels & Resorts, dons de particuliers	259 118 €
<b>TOTAL</b>													<b>15 720 213 €</b>

## Explication des acronymes

- \* ACDI : Agence Canadienne pour le développement International
- \* AESN : Agence de l'Eau Seine Normandie
- \* AFD : Agence Française de Développement
- \* CDC : Centre de Crise du Ministère des Affaires Etrangères Français, en charge de l'aide humanitaire d'urgence
- \* CE : Commission Européenne : les différentes composantes sont ECHO, DIPECHO, EUROPEAID, le FED (Fonds Européen de Développement)
- \* Fonds Mondial : Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Genève)
- \* INDH : Initiative Nationale pour le Développement Humain (Royaume du Maroc)

\* MAE : Ministère des affaires étrangères français

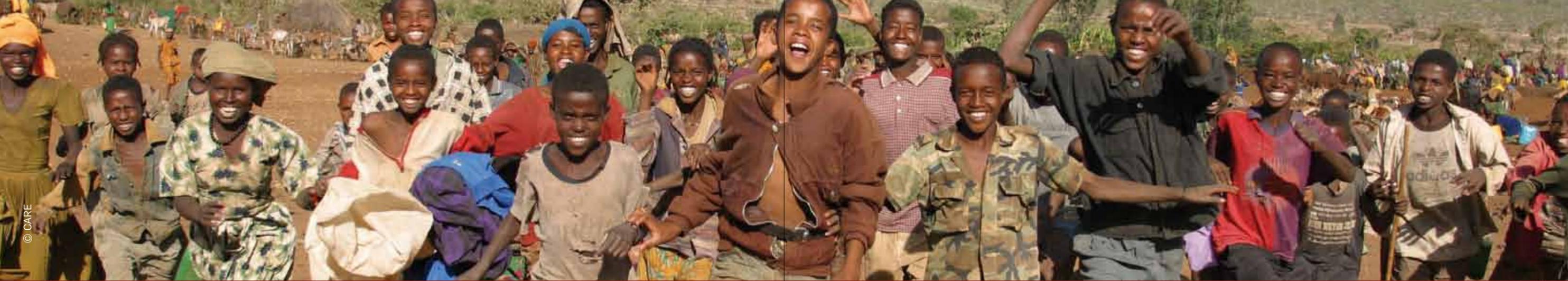
\* SEDIF : Syndicat des eaux d'Ile de France

\* SIAV : Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Valenciennes

\* USAID : United States Agency for International Development

\*\* Air France, Allianz GI, Bouygues Construction, CGG Veritas France, Groupe EDF, Lyreco, L'Opéra National de Paris, Orange Caraïbe, The Phone House, Sanofi-aventis, Société Générale, Société générale & investment Banking, Sodexo, Starbucks Coffee France, Sysstar, The Phone House, Le Théâtre du Châtelet, Total, Uzen - Afterweek, La Fondation Annenberg, Fondation EDF, Fondation de France et Fondation Financière de l'Echiquier

**Autres missions :** représentent RSE (Responsabilité sociale des entreprises), témoignage et éducation au développement



© CARE

## LES 5 PROGRAMMES PHARES DE CARE FRANCE

### CAMEROUN : Projet de santé urbaine de Garoua

La pandémie du VIH/SIDA et du paludisme reste une préoccupation de santé publique, démographique et socio-économique inquiétante au Cameroun. Depuis deux ans CARE France travaille auprès des femmes enceintes et en âge de procréer, afin d'accroître leur fréquentation des services de santé de la reproduction, en particulier du planning familial, et ainsi les informer sur les modes de transmission et de prévention du paludisme et du VIH/SIDA. Au total ce sont les 317 000 habitants du district de Garoua qui sont impliqués dans ce projet, dont près de 73 000 femmes en âge de procréer et 135 000 enfants de moins de cinq ans.

**Budget total :** 700 K€

**Financement :** 75% EuropeAid, 25% SOMDIAA

**Durée :** 30 mois

### HAÏTI : Aide d'urgence et projets de construction et renforcement des abris

Le séisme d'une magnitude 7 qui a frappé le 12 janvier 2010 le sud-ouest d'Haïti, dont la capitale Port-au-Prince, a fait plus de 300 000 morts, 350 000 blessés et plus de 1,5 million de sans-abri. Dès les premiers jours CARE France est venue en aide aux Haïtiens, leur apportant nourriture, eau et kits de première nécessité. Par la suite avec des projets de construction et renforcement d'abris, CARE a permis de redonner un toit et d'améliorer les conditions de vie dans les abris pour plus de 100 000 personnes.

**Budget total :** 5 M€

**Financement :** 70% ECHO, 6% Fondation de France, 24% dons de particuliers, d'entreprises et de collectivités

**Durée :** 9 mois

### MADAGASCAR : Réduction de risques de catastrophes naturelles et reboisement

Face aux catastrophes naturelles et aux cyclones qui frappent périodiquement l'île de Madagascar, l'inexistence d'un système d'alerte adéquat et la destruction de l'environnement, en particulier des mangroves, mettent les communautés dans une situation de grand danger. La population quitte souvent tardivement les lieux menacés et les mesures de préparation ne sont pas respectées. C'est pourquoi depuis plusieurs années CARE met en œuvre des projets de réduction de risques de catastrophes naturelles dans trois régions afin de renforcer la capacité de réponse des communautés les plus vulnérables, à travers le développement de stratégies de préparation, de systèmes d'alertes précoces et le renforcement des capacités communautaires, le reboisement de zones exposées et la construction d'infrastructures adaptées.

**Budget total :** 1,2 M€

**Financement :** 85 % DIPECHO, 6% CARE Madagascar et 9% dons de particuliers et d'entreprises dont Carmignac Gestion

**Durée :** 17 mois

### MAROC : Amélioration de l'accès et de l'utilisation de l'eau

Le Maroc est un pays aride/semi-aride où les ressources en eau sont limitées. Actuellement, 81% de la population marocaine a un accès à l'eau potable pour la consommation humaine, chiffre qui chute à seulement 56% pour la population rurale. C'est pourquoi depuis plus d'un an CARE construit et réhabilite des infrastructures d'adduction d'eau dans trois villages, assure la connexion à l'eau potable et la mise en place d'équipements sanitaires dans les écoles des villages, et sensibilise la population à une meilleure utilisation de l'eau.

**Budget total :** 404 K€

**Financement :** USAID, Fondation Coca-Cola

**Durée :** 18 mois

### ROUMANIE : Création de services adaptés aux enfants handicapés, Buzau

La situation des enfants handicapés du centre de placement de Rimnicu Sarat dans le département de Buzau, au sud-est du pays, est peu enviable. Leurs conditions sanitaires sont correctes, mais leur épanouissement est peu pris en compte et l'enseignement qu'ils reçoivent inadéquat : le désœuvrement et la détresse se lisent sur beaucoup de visages. En 2009, grâce à l'expertise de son partenaire local SERA et la générosité de ses donateurs, CARE a démarré un projet de restructuration de ce centre, par un travail de réintégration des enfants dans leurs familles et la création d'un centre de jour et de récupération. Cela leur permet, aussi souvent que possible, de vivre dans un contexte familial ou dans des petites structures à taille humaine.

**Budget total :** 300 K€

**Financement :** dons de particuliers

**Durée :** 2 ans

COMMISSION EUROPÉENNE



Aide humanitaire

Au travers de ses financements d'urgence (ECHO) et de développement (Europe'Aid, FED), l'Union Européenne est devenue au fil des ans le principal bailleur de fonds au monde dans le domaine de la solidarité internationale, représentant 56% de l'aide mondiale.

L'Union Européenne est aussi le principal bailleur de fonds de CARE France. Ainsi, cette année, les subventions de l'Union Européenne ont représenté 6,6 M€, soit 31% des ressources de CARE France, dont 3,9 M€ (18%) au titre de l'aide d'urgence, et 2,7 M€ (13%) pour le développement.

## LA COLLECTE DE FONDS

**Les produits de la générosité publique ont représenté 6,3 millions d'euros pour l'exercice 2010, soit 29% des ressources de l'association.**

### LA COLLECTE DE FONDS AUPRÈS DES PARTICULIERS

**5,6 millions d'euros (contre 5,5 millions l'an dernier) ont été collectés auprès des donateurs particuliers, soit plus du quart des ressources de l'association.**

La collecte de fonds issue des opérations de recrutement de donateurs dans la rue prend une part de plus en plus importante dans cette collecte, soit 2,8 millions d'euros en 2010 (50% de la collecte auprès des particuliers contre 43% l'an dernier). Le reste de la collecte auprès des particuliers (2,8 millions) provient de campagnes de mailings, des prélèvements automatiques hors collecte de rue et, dans une moindre mesure, de collecte sur internet (notamment lors du séisme en Haïti).

Les collectes de fonds de CARE France et SERA (programmes en faveur des enfants roumains abandonnés) se font toujours de manière séparée pour ce qui est des mailings. Une partie des recettes de la collecte de fonds dans la rue est affectée aux programmes en faveur des enfants roumains abandonnés, au prorata de la source de financement de l'investissement (CARE France ou SERA).

Les dons issus des mailings SERA sont entièrement affectés à la Roumanie. A noter que les sujets des appels de fonds par mailing sont présentés à titre d'exemple : sauf si le donateur spécifie un programme particulier, les dons issus de ces opérations sont utilisés pour appuyer le travail de CARE France partout dans le monde ou celui de SERA en Roumanie.

L'investissement relatif à la collecte de fonds de rue est en diminution de 105 000 euros par rapport à l'objectif, du fait des tests de nouveaux prestataires menés en 2010 qui ont légèrement ralenti le programme. Ces tests, destinés à faire baisser les coûts par la mise en concurrence des agences prestataires se sont déroulés sur six mois durant lesquels la collecte de rue a été partagée entre trois prestataires. Finalement, deux ont été retenus pour poursuivre le programme de collecte de rue en 2011.

Cette année, CARE France a reçu 89 200 euros de legs et donations, la quasi-totalité étant affectée aux programmes en Roumanie et provenant pour l'essentiel d'assurances-vie.



## LES ÉVÉNEMENTS ET GRANDS DONATEURS

L'année fiscale 2009/2010 est conforme aux prévisions budgétaires concernant les fonds collectés à travers les manifestations événementielles.

**Le Grand Bal de Deauville**, grâce au soutien financier renouvelé des mécènes Christian Dior et du Groupe Lucien Barrière, reste la manifestation la plus importante représentant 75% de la collecte événementielle.

Le Grand Bal de Deauville 2009, année du 20<sup>ème</sup> anniversaire de la Convention des droits de l'enfant, a permis de mettre l'accent sur l'action de CARE France pour favoriser l'accès à l'éducation des enfants les plus pauvres. Le Bal a été présidé par Guy et Marina de Brantes et a permis de cofinancer un projet d'action pilote à Madagascar de formation scolaire et de préparation des élèves aux risques cycloniques.

**Plusieurs autres manifestations ont eu lieu pendant l'année et certaines grâce à des nouveaux partenaires :**

- Concert unique à l'initiative du Président de CARE Japon, Takanori Kazuhara en la Cathédrale Saint Louis des Invalides dans le cadre du Bicentenaire de Joseph Haydn, et à l'occasion de la première venue en France du « Chœur japonais du Bicentenaire »,
- La fête du théâtre musical au Théâtre Comedia en partenariat avec Diva,
- Le dîner d'ouverture de la nouvelle boutique Ralph Lauren à Paris, présidé par Arielle de Rothschild, a réuni des proches de l'association.

- Dans le cadre des actions au profit d'Haïti, plusieurs événements ont été organisés, en particulier une action auprès du personnel de l'Opéra national de Paris, et la générale de Treemonisha offerte par le Théâtre du Châtelet a été à la fois une opération de collecte et de visibilité.

- L'année s'est terminée à l'Ambassade d'Italie, avec une soirée théâtrale exceptionnelle à l'initiative de Cyrielle Clair « Lettres d'amour imaginaires de L'Anguissola à Michel Ange », interprétée par Cyrielle Clair et Simon Eine.

### Financement de projets par des grands donateurs

La contribution des grands donateurs et en particulier le soutien des membres du Conseil d'Administration sont exemplaires. Leur générosité a permis de financer de nombreux projets au Bénin, à Madagascar, en Haïti, au Mali, au Maroc, au Honduras, en Roumanie.

**Merci aux mécènes, partenaires et artistes pour leur généreux soutien aux manifestations événementielles**

Afterweek / Ambassade d'Italie  
 Christian Dior / 2J Prod / DIVA  
 Editions Lafitte-Hébrard / Groupe Lucien Barrière  
 Femme Actuelle / Fondation Hippocrène  
 Forest-Hill La Villette / Les Étés de la Danse de Paris  
 Ministère de la culture et de la communication  
 Monnaie de Paris / Musée de l'Armée  
 Opéra national de Paris  
 Orchestre de la Garde Républicaine / Ralph Lauren  
 SACEM / Saint-Clair le Traiteur / Sanofi-aventis  
 Sixt Rent a Car / Sociétés du Groupe LVMH  
 Théâtre du Châtelet  
 Visa pour l'Image - Images Evidence

## LA COLLECTE DE FONDS

### LES PARTENARIATS ENTREPRISES ET FONDATIONS

Cette année encore les partenariats avec les entreprises et fondations se sont renforcés et ont atteint 3,3 millions d'euros soit plus de 30% des ressources privées de CARE France et 15% des ressources totales. Mais cette année a surtout été marquée par le drame **survenu en Haïti en janvier 2010** qui a mobilisé nos partenaires et leurs salariés de façon remarquable. CARE France a ainsi collecté 1,4 million d'euros et financé, outre la première urgence, des milliers d'abris résistants aux cyclones.

En particulier, CARE France tient à remercier : Air France, Allianz GI, Bouygues Construction, CGG Veritas France, Groupe EDF, Fondation Annenberg, Fondation de France, Fondation Financière de l'Echiquier, Lyreco, Orange Caraïbe, Sanofi-aventis, Société Générale, Société Générale & Investment Banking, Sodexo, Starbucks Coffee France, Systar, The Phone House et Total pour leur mobilisation en faveur d'Haïti.

The  
**ANNENBERG**  
FOUNDATION

La Fondation Annenberg est un partenaire privilégié de CARE France depuis 2003. En effet son soutien permet à CARE France d'apporter les cofinancements indispensables pour obtenir les financements de l'Union Européenne. En 2010, la contribution de la Fondation a représenté un effet de levier de 1 à 10. Nous tenons à remercier tout particulièrement la Fondation pour son fidèle soutien.

**Le changement climatique et son impact sur les populations les plus vulnérables** est un sujet qui mobilise les entreprises. Cette année par exemple, nous avons financé des programmes de réduction des risques liés aux catastrophes naturelles et de reforestation de mangroves à Madagascar grâce au soutien de Carmignac Gestion, et le groupe Concorde Hotels and Resorts a signé un partenariat de 3 ans avec CARE autour de cette thématique.

**Société Générale Corporate & Investment Banking** reste un partenaire très engagé de CARE France en matière d'éducation. L'entreprise a choisi de soutenir un programme supplémentaire au Maroc en plus des 3 programmes existants. Les salariés se sont également particulièrement mobilisés cette année, que ce soit pour les victimes du séisme en Haïti ou pour le projet au Maroc pendant la Bike Ride qui a permis de collecter plus de 145 000 euros cette année et rassemblé près de 90 collaborateurs.



Carte co-brandée Société Générale lancée en juin 2010

**Enfin, nous avons renouvelé fin 2009, le sondage effectué la première fois au cœur de la crise financière en 2008 qui a confirmé que la crise n'a pas eu d'impact négatif sur la RSE.** Au contraire, pour la majorité des sondés, l'engagement RSE des entreprises est revenu au niveau d'avant crise pour 32% d'entre eux, voire plus dynamique pour 41% des répondants. Cette amélioration est ressentie de façon particulièrement vive dans les entreprises de grandes tailles.

### LA COMMUNICATION

La campagne institutionnelle « Loki » a été poursuivie dans le métro (3 campagnes) mais aussi sur les bus de Perpignan à l'occasion du Grand Prix CARE du Reportage Humanitaire. Pour ces campagnes, CARE France paie seulement les frais d'impression et de pose des affiches grâce au partenariat initié en 2006 avec Media Transports qui offre l'espace.

En janvier 2010, suite au tremblement de terre en Haïti, CARE France a réalisé une campagne d'appel à dons. Cette dernière, déclinée sur différents supports (affiche, spot TV et radio) a été généreusement relayée en presse (Le Figaro, Libération...), en radio (RMC Info, Virgin radio...), en bannière internet (www.lemonde.fr, www.sixt.fr, www.allociné.fr, www.aufeminin.com...) et a bénéficié de plus de 450 passages télévision (Canal+, M6, BFM TV...).

Ces espaces gracieux offerts en TV, radio et presse s'élèvent à 242 K€ (et sont comptabilisés dans le budget communication). Hors ces dons en nature, le budget communication était de 200 K€, en très faible augmentation par rapport à l'année précédente (182 K€).

En termes de remontées presse : CARE France a été citée près de 300 fois dans les médias (hors télévision, radio et internet). Ce sont surtout les communiqués sur les « urgences » et notamment Haïti qui ont intéressé les médias mais aussi les événements comme le Grand Bal de Deauville et le Grand Prix du Reportage Humanitaire, qui sont la deuxième source de remontées presse pour CARE France.

Depuis la mise en ligne du nouveau site internet en 2008, le nombre de visiteurs uniques a augmenté de 23,4% atteignant un total de 162 770 à fin juin 2010. Egalement présente sur Facebook depuis l'été

2009, le succès de la page CARE France est confirmé puisqu'elle compte 3 720 fans à la fin de l'exercice 2010.

Selon le dernier baromètre Ifop/France Générosités, la notoriété de CARE en France reste très faible, à 1% en spontané et 7% en assisté. La principale raison étant sans doute le faible investissement en communication consenti par l'association.

Le Grand Prix CARE 2009 du Reportage Humanitaire a été décerné à l'italien Luca Catalano Gonzaga, pour son travail mettant en scène la dure condition des enfants travailleurs au Népal. Organisé en partenariat avec Visa pour L'Image à Perpignan, le Grand Prix CARE bénéficie du mécénat de Sanofi-aventis depuis 2003, et du partenariat média de Femme Actuelle pour la première année.

Le Grand Prix CARE a ensuite été exposé à Pennes Mirabeau (ville au label UNICEF « amie des enfants ») et au siège d'Air France.



# RAPPORT FINANCIER

*L'association atteint un nouveau record historique de ressources : le séisme en Haïti a généré une formidable mobilisation des donateurs et partenaires de CARE France, qu'ils soient publics ou privés, avec une collecte de plus de 1,7 M€.*

*La bonne exécution de nos programmes au Cameroun, premier pays d'intervention de l'association, a également fortement marqué cet exercice, avec notamment un renforcement des programmes en faveur des orphelins et enfants vulnérables.*

*De ce fait, les organismes internationaux, dont le Fonds Mondial, ont représenté pour la première fois plus d'un tiers des ressources institutionnelles. Le ratio missions sociales/total des dépenses reste excellent, à plus de 82 %, et le résultat de l'exercice est de 98 K€.*

*Les audits externes commandités par nos principaux bailleurs de fonds et ceux menés par nos équipes internes ont confirmé le sérieux et l'efficacité de la gestion de l'association.*




Daniel Thierry  
Vice-président et Trésorier

## RESSOURCES

L'exercice fiscal 2010 couvre la période de juillet 2009 à juin 2010.

**Le total des ressources s'établit à près de 21,6 M€**, soit une augmentation de 1,5 M€ par rapport à l'exercice précédent et par rapport au budget présenté à l'Assemblée générale, qui ne prévoyait pas d'augmentation.

**Au total, les ressources issues de la générosité du public ont atteint 6,3 M€, soit une progression de +5%**, avec les évolutions suivantes :

- La collecte par prélèvement automatique des donateurs recrutés dans la rue est toujours en

forte augmentation (3,6 M€ contre 2,4 M€ l'année dernière), résultat de nos investissements depuis plus de 5 ans.

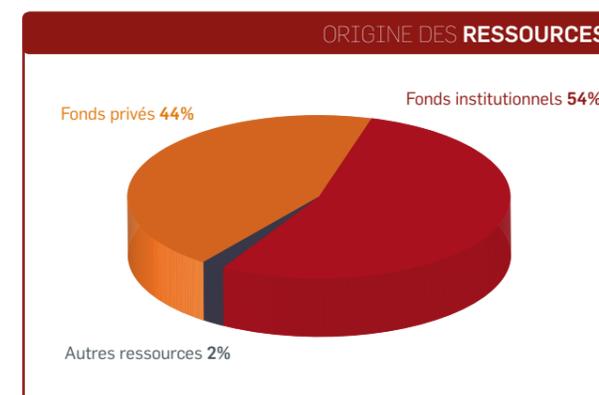
- La collecte par mailing est toujours en baisse (2,1 M€ contre 2,9 M€ l'année dernière), l'association n'ayant pratiqué aucun recrutement de donateurs de ce type depuis plusieurs années. En effet, les rendements de la collecte de fonds dans la rue sont supérieurs à ceux des prospections par mailing. Plus de 70% du total de ces ressources sont affectés aux programmes en faveur des enfants roumains abandonnés.

**Les autres fonds privés ont augmenté de 71%** (3,3 M€ contre 1,9 M€ l'année dernière), notamment

avec le soutien renouvelé de grands partenaires tels que la Société Générale-SGCIB, le Groupe Bouygues, la Fondation Annenberg, Lafarge, EDF, SOMDIAA, Carmignac Gestion... et de nouveaux partenaires tels que Concorde Hotels & Resorts.

**Les recettes publiques institutionnelles ont été globalement stables** (-0,2 M€), la baisse des ressources apportées par ECHO (-0,9 M€, essentiellement dus à l'achèvement des programmes en Palestine) étant compensée par la hausse des financements multilatéraux du Fonds Mondial et de la Banque Mondiale (+1,4 M€). Pour la première fois, ces derniers représentent 36% des ressources institutionnelles ; ils ont l'inconvénient de n'apporter aucune couverture des frais administratifs de l'association.

Les produits financiers continuent de baisser (-38 K€), à la fois en raison d'une trésorerie moins abondante, et de la baisse des taux d'intérêt sur le marché monétaire. L'association reste très prudente dans le placement de sa trésorerie : seuls sont utilisés des placements de trésorerie monétaires « purs », sans risque de perte.



En part relative, la contribution des fonds privés au total des ressources est en progression : elle a représenté 44% des ressources, contre 38% sur l'exercice précédent, essentiellement en raison de la collecte liée au séisme en Haïti. Les fonds institutionnels ont quant à eux baissé de 5 points pour représenter 54% des ressources.





## RAPPORT FINANCIER



### EMPLOIS

**Les dépenses relatives aux missions sociales sont en progression (+0,5 M€).  
Le ratio missions sociales/total des emplois reste excellent : plus de 82%.**

Les programmes SERA ont accusé un certain retard, ce qui se traduit par un écart de 339 K€ par rapport aux dépenses initialement prévues au budget, et un reliquat reporté sur l'exercice suivant.

Les frais de recherche de fonds sont en retrait par rapport au budget présenté à l'Assemblée Générale (-196 K€) et à l'exercice précédent (-202 K€) en raison d'un retard de mise en œuvre des campagnes de Face to Face. Ces campagnes sont financées à 78% sur fonds SERA, et généreront donc des ressources pour les programmes en Roumanie à même proportion pour les années à venir.

La collecte de fonds dans la rue constitue toujours le seul moyen de recrutement de nouveaux donateurs : 1 393 K€.

Les frais de fonctionnement et de communication ont augmenté de 0,4 M€, principalement en raison de dons en nature d'espaces publicitaires valorisés (242 K€) dans les charges de communication. En dehors de cet élément, les frais de fonctionnement sont restés stables et maîtrisés.

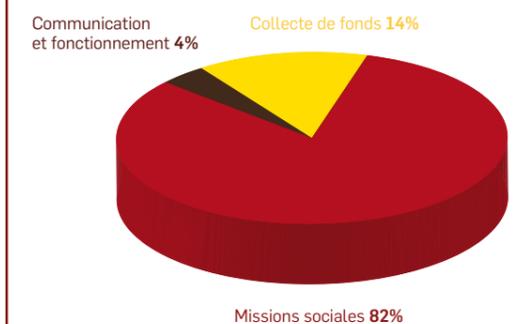
Au 30 juin 2010, l'effectif du siège était de 35 salariés et 6 expatriés ; le salaire annuel brut moyen des cinq salaires les plus élevés est de 60 589 € ; le salaire annuel brut le plus élevé (directeur général) est de 83 966 €. Les administrateurs ne reçoivent aucune rémunération pour leur participation au Conseil d'Administration et n'ont perçu aucun remboursement de frais.

Le résultat de l'exercice s'établit ainsi à 98 K€, il tient compte de provisions pour risques et charges de 417 K€ (dont 245 K€ de CARE Cameroun).

Un certain nombre de risques ont pu être traités, et la politique d'audits terrain porte ses fruits en prévenant la survenance de nouveaux risques : hors Cameroun, les provisions pour risques sont passées de 195 à 172 K€.

Les fonds dédiés passent de 1,9 M€ à plus de 3,2 M€, dont plus de 2 011 K€ pour la Roumanie, 784 K€ pour Haïti et 394 K€ pour les programmes d'éducation financés par la Société Générale.

UTILISATION DES FONDS



# RAPPORT FINANCIER

## BILAN AU 30 JUIN 2010

Les fonds associatifs s'élèvent à 1 372 K€, dont 821 K€ affectés au Fonds Enfants Roumains, 208 K€ au Fonds d'Intervention, et 20 K€ à la Réserve Moyen Orient.

Les fonds dédiés ont également progressé (+1 280 K€) représentant 3 197 K€ de ressources issues des dons pour Haïti et pour la Roumanie.

Les autres dettes ont baissé de 786 K€, en particulier en raison de l'achèvement du programme Fonds Mondial au Cameroun qui impacte à la baisse les charges à payer.

### EXTRAIT DU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

*Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de l'exercice.*



Paris, le 19 novembre 2010  
Le Commissaire aux Comptes  
Jean MORARD  
Société COFICOM

## AUDIT INTERNE

Au total, six missions d'audit ont été conduites en 2009/2010, avec davantage d'audits de structure (4 audits) que d'audits projets (2). Il s'est également déroulé une mission d'appui à l'audit mené par le Fonds Mondial au Cameroun. Les conclusions de cet audit ont été positives et aucun constat majeur n'a été formulé. L'équipe d'audit a par ailleurs animé une formation aux règles de l'Union Européenne à destination des bureaux-pays francophones de la région d'Afrique de l'Ouest.

La sélection des projets à auditer s'est faite selon la méthodologie CARE France d'analyse des risques. Deux audits projets ont été réalisés :

- Madagascar : projets Tonda et Anjagna, financement Commission Européenne.
- Tchad : projet Facilité Eau à N'Djamena, financement Commission Européenne.

Une mission au Mali a été annulée pour raisons de sécurité et une en Haïti en raison du séisme.

Ces missions ont permis de couvrir les risques du portefeuille projets CARE France 2010/2011 à hauteur de 25%.

Les audits de structure ont été réalisés au Maroc (1 audit), au Cameroun (2) et en Roumanie (1).

Toutes les recommandations émises dans les rapports d'audits ont été acceptées. Parmi les recommandations émises, 39% sont de niveau 3 (risque élevé) contre 45% en 2008/2009. Cette évolution positive est principalement due aux progrès de CARE Cameroun et CARE Maroc.

De manière générale, les audits réalisés sur le terrain nous ont permis d'effectuer les constats suivants :

- qualité des réalisations
- satisfaction des bénéficiaires
- implication du personnel local

### POTNTS FORTS

- procédures d'achat
- affectation des coûts du personnel local
- gestion des partenaires locaux

### POTNTS FAIBLES

ECHO a mandaté cette année un audit chez CARE France, concernant 10 projets (4 en Palestine, 2 au Tchad, 1 en Côte d'Ivoire, 1 à Madagascar, 1 en Haïti et 1 au Salvador) pour un montant de 9,5 M€. L'audit a estimé que CARE France représentait un «risque faible», et les principales recommandations émises ont concerné la mise en place de Comités au sein du Conseil d'administration.

#### Note 1 :

*Les fichiers de l'association sont gérés conformément aux dispositions de la CNIL.*

#### Note 2 :

*Les documents comptables financiers et détaillés (bilan, compte d'exploitation, compte d'emploi des ressources et leurs annexes) peuvent être consultés au siège de l'association ou seront envoyés aux adhérents et aux donateurs qui le désirent sur simple demande. Ils sont consultables sur le site internet de l'association.*





# ETATS FINANCIERS

## BILAN

ACTIF (en milliers d'euros)	2010	2009
Actif immobilisé	150	99
Immobilisations incorporelles	1	1
Immobilisations corporelles	14	21
Immobilisations financières	135	77
Actif circulant	13 198	12 912
Créances <sup>(1)</sup>	4 811	4 049
Valeurs mobilières de placement	2 542	2 210
Disponibilités <sup>(2)</sup>	3 939	4 916
Charges constatées d'avance <sup>(3)</sup>	1 906	1 738
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>13 348</b>	<b>13 011</b>

<sup>(1)</sup> Comprend 4 320 670 € de subventions à recevoir, estimées selon un calcul prorata temporis.

<sup>(2)</sup> Dont 3 818 764 € d'avances reçues des bailleurs de fonds pour les programmes.

<sup>(3)</sup> Correspond à la différence entre l'avancement des projets, estimé prorata temporis, et les fonds versés d'avance sur le terrain.

<sup>(4)</sup> Les fonds associatifs sans droit de reprise de CARE France sont notamment constitués :

a. du Fonds Enfants Roumains (821 174 €), destiné à subvenir à long terme aux besoins d'enfants abandonnés, malades et/ou handicapés ;

b. du fonds d'intervention (208 606 €), destiné à financer des interventions en situation d'urgence, en l'absence d'accès immédiat à d'autres sources de financement ;

c. de la réserve Moyen Orient (20 000 €), destinée à couvrir des risques spécifiques à cette zone géographique.

PASSIF (en milliers d'euros)	2010	2009
Fonds associatifs	1 372	1 274
Fonds associatifs sans droit de reprise <sup>(4)</sup>	1 050	1 050
Report à nouveau	224	73
Résultat de l'exercice	98	152
Provisions pour risques et charges <sup>(5)</sup>	417	224
Fonds dédiés <sup>(6)</sup>	3 197	1 918
Dettes	8 345	9 595
Emprunts et dettes financières divers	1	2
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	144	336
Dettes fiscales et sociales	397	341
Autres dettes <sup>(7)</sup>	3 984	4 634
Produits constatés d'avance <sup>(8)</sup>	3 819	4 282
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>13 348</b>	<b>13 011</b>

<sup>(5)</sup> Les provisions pour risques sont constituées, en application du principe de prudence, à chaque fois que des risques sont identifiés dans la mise en oeuvre des programmes sur le terrain, généralement sur l'application des procédures des bailleurs de fonds institutionnels.

<sup>(6)</sup> Les fonds dédiés correspondent à la partie des ressources affectée à des projets définis et qui n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris par l'association. Ils comprennent notamment 2 010 563 € affectés aux enfants roumains abandonnés, 393 856 € affectés à des projets d'éducation et 738 745 € affectés à Haïti.

<sup>(7)</sup> Dont 3 984 098 € de charges à payer sur les programmes en cours, selon un calcul d'avancement estimé prorata temporis, déduction faite des fonds déjà versés sur le terrain.

<sup>(8)</sup> Différence entre les montants reçus de bailleurs de fonds institutionnels, et l'avancement des programmes correspondants, estimé prorata temporis.

## COMPTES D'EMPLOI DES RESSOURCES

RESSOURCES DE L'EXERCICE (en milliers d'euros)	2010	2009
1. Produits de la générosité du public <sup>(1)</sup>	6 256	5 806
1.1 Collectés en France		
Dons manuels non affectés	1 511	1 472
Dons manuels affectés	4 655	4 247
Legs et autres libéralités affectés	89	87
2. Autres Fonds privés <sup>(2)</sup>	3 294	1 897
Dons & subventions Entreprises privées	1 583	1 214
Fondations françaises & étrangères	1 459	654
Dons en nature comptabilisés <sup>(3)</sup>	252	30
3. Subventions institutionnelles <sup>(4)</sup>	11 554	11 745
Organismes gouvernementaux français	75	540
Collectivités territoriales	281	271
Union Européenne ECHO (Urgences)	3 906	4 826
Autres financements Union Européenne	2 724	2 535
Organismes gouvernementaux étrangers	443	884
Organismes internationaux	4 126	2 689
4. Autres produits d'exploitation	6	5
Cotisations	6	5
5. Autres produits	484	651
Produits financiers <sup>(5)</sup>	14	51
Reprises provisions & amortissements & autres divers <sup>(6)</sup>	471	600
I - Total des ressources (compte de résultat)	21 594	20 104
II - Report des ressources non encore utilisées	1 918	1 469
IV - TOTAL GENERAL	23 512	21 573

La plupart des coûts sont ventilés directement par type d'emplois. Cependant, les frais de structure (loyer, charges, équipement, consommables...) et les salaires du siège de l'association sont ventilés sur les missions sociales, les frais de recherche de fonds et les frais de fonctionnement au prorata des effectifs et de leurs coûts salariaux :

- L'équipe Programmes est affectée à 75% aux missions sociales et à 25% aux frais de recherche de fonds (recherche de subventions publiques).
- Les équipes Marketing, Evènements et Partenariats (hors programmes RSE) sont affectées à 100% aux frais de recherche de fonds.

- L'équipe Programmes de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) est affectée à 100% aux missions sociales.
- La directrice des Partenariats est affectée à 50% aux missions sociales (RSE) et à 50% en frais de recherche de fonds (collecte auprès des entreprises et fondations).
- L'équipe Comptabilité est affectée à 50% aux missions sociales et à 50% aux frais de fonctionnement (y compris le Directeur administratif et financier).
- La Contrôleuse de gestion est affectée à 80% aux missions sociales et 20% aux frais de fonctionnement.
- Le Directeur général est affecté à 33% aux missions sociales, 27% aux frais de recherche de fonds et 39% aux frais de fonctionnement et autres charges.

EMPLOIS DE L'EXERCICE (en milliers d'euros)	2010	2009
Total 1 - Missions sociales	16 591	16 070
1.1 Réalisées en France		
Actions réalisées directement	0	0
Frais de suivi des programmes (siège) <sup>(7)</sup>	871	833
Versements à des organismes en France	236	237
1.2 Réalisées à l'étranger		
Actions réalisées directement <sup>(8)</sup>	13 951	13 066
Versements à des organismes à l'étranger <sup>(9)</sup>	1 533	1 935
2. Frais de recherche de fonds	2 796	2 998
2.1 Frais d'appel à la générosité du public		
Frais d'appel et de traitement de dons <sup>(10)</sup>	2 296	2 578
Frais d'appel et de traitement des legs	16	3
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés		
Mécénat & Partenariat	173	119
Evènements	209	189
2.3 Charges liées à la recherche des subventions publiques	101	109
3. Frais de fonctionnement et autres charges	830	436
Frais d'information et de communication	504	182
Autres frais de fonctionnement	326	254
I - Total des emplois (compte de résultat)	20 217	19 504
II - Ressources restant à utiliser <sup>(11)</sup>	3 197	1 918
III - Excédent de l'exercice	98	152
IV - TOTAL GENERAL	23 512	21 573

<sup>(1)</sup> Les produits de la générosité du public comprennent tous les dons apportés par des personnes physiques, notamment 4 187 938 € affectés aux enfants roumains abandonnés. Lorsque le donateur ne précise pas l'affectation de son don, celui-ci est utilisé là où les besoins semblent prioritaires.

<sup>(2)</sup> Les autres fonds privés correspondent aux dons reçus d'entreprises et fondations privées.

<sup>(3)</sup> Les dons en nature sont des espaces publicitaires offerts dans le métro parisien, et des prestations de services apportées à titre gracieux.

<sup>(4)</sup> Les subventions institutionnelles sont apportées par des organismes publics français, européens, étrangers (Canada et Etats-Unis), ou multilatéraux (Fonds Mondial).

<sup>(5)</sup> Les produits financiers sont apportés par le placement des dons privés. Depuis mars 2008, CARE France n'utilise que des supports de placement monétaires « purs », afin d'éviter tout risque de perte financière.

<sup>(6)</sup> Les reprises de provisions, amortissements et autres divers comprennent 430 129 € de reprises de provisions pour risques liés à la mise en œuvre des programmes.

<sup>(7)</sup> Les frais de suivi des programmes correspondent aux dépenses de l'équipe programmes du siège (salaires, transports, et frais de mission à l'étranger).

<sup>(8)</sup> Les actions réalisées directement à l'étranger sont les programmes mis en œuvre sur le terrain au sein du réseau CARE International.

<sup>(9)</sup> Les versements à des organismes à l'étranger correspondent aux fonds versés à la Fondation SERA Romania (1 473 869 €), qui ne fait pas partie du réseau CARE International, et qui met en œuvre nos programmes en faveur des enfants roumains abandonnés. Ils comprennent aussi notre contribution à la coordination de CARE International (60 024 €), notamment sa cellule d'urgence.

<sup>(10)</sup> Les frais d'appel et de traitement des dons comprennent les campagnes de collecte par marketing direct (courriers et recrutement de donateurs dans la rue principalement), ainsi que le traitement des dons reçus (notamment envoi des reçus fiscaux), et les salaires et charges de l'équipe marketing du siège.

<sup>(11)</sup> Les ressources restant à utiliser correspondent à la reprise des fonds dédiés constatés à la clôture précédente. Elles comprennent des fonds affectés : aux enfants roumains abandonnés (2 010 562 €), à des programmes d'éducation (393 856 €) et à des programmes d'urgence et de post-urgence en faveur d'Haïti (783 745 €).



## REMERCIEMENTS

### MERCI

- AIR FRANCE et FONDATION AIR FRANCE
- AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT
- THE ANNENBERG FOUNDATION
- ASSOCIATION LES PÉLICANS
- BANQUE MONDIALE
- BOUYGUES CONSTRUCTION
- BOUYGUES BÂTIMENT INTERNATIONAL
- CARMIGNAC GESTION
- CHRISTIAN DIOR
- COMMISSION EUROPÉENNE - EUROPE'AID
- CONCORDE HOTELS & RESORTS
- CONSEIL GÉNÉRAL DE SEINE-MARITIME
- DANONE
- Groupe EDF
- FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT
- FONDATION ABBÉ PIERRE
- FONDATION DE FRANCE
- FONDATION OBÉLISQUE
- FONDATION D'ENTREPRISE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LA SOLIDARITÉ
- FONDATION STAVROS S. NIARCHOS
- FONDATION ZINSOU
- FONDS MONDIAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME
- LAFARGE
- GROUPE LUCIEN BARRIÈRE
- LYRECO
- MEDIATRANSPORTS
- MINISTÈRE FRANÇAIS des AFFAIRES ÉTRANGÈRES - CENTRE DE CRISE
- LA MONNAIE DE PARIS
- OFFICE D'AIDE HUMANITAIRE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE (ECHO)
- SANOFI-AVENTIS
- SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Corporate & Investment Banking
- SOMDIAA
- STEHLIN et Associés
- SYNDICAT DES EAUX D'ILE DE FRANCE
- VILLE DE PARIS

Mais aussi à tous les autres organismes, associations, entreprises, fondations, collectivités territoriales qui nous ont aidés au cours de cette année et aux 83 000 donateurs de CARE France pour leur généreux soutien.

Un remerciement tout particulier à GT FINANCE qui permet la production de ce rapport annuel.

Un grand merci également à Anne-Sophie Chocat et Julien Hanquez qui ont piloté la réalisation de ce rapport dans le cadre du programme de mécénat de compétences de la Société Générale Corporate & Investment Banking (SG CIB).





© Peter Frey / CARE

CARE FRANCE 71 rue Archereau - 75019 Paris - Tél. : 01 53 19 89 89 - Fax : 01 53 19 89 90  
E-mail : [info-care@carefrance.org](mailto:info-care@carefrance.org) - [www.carefrance.org](http://www.carefrance.org)



© Allen Clinton / CARE



Rejoignez-nous sur [facebook](#)  
Création : [www.win-win.com](http://www.win-win.com) - Imprimé sur du papier issu des forêts gérées durablement (PEFC).